

Bilan d’activités

2014 - 2015





# Remerciements

Le travail accompli par le Comité logement et ses militants ne serait pas possible sans la participation et l’appui de personnes et d’organisations. Nous voulons donc prendre le temps de les nommer et de souligner leur contribution.

Aux bailleurs de fonds sans lesquels nous n’aurions pas les ressources pour assurer notre mission ;

* Centraide du Grand Montréal
* Secrétariat à l’action communautaire autonome et aux initiatives sociales (S.A.C.A.I.S.)



À tous les partenaires du milieu sans qui nous serions bien seuls sur le terrain ;

* Les organismes communautaires qui collaborent avec nous dans le Roussillon et à Longueuil;
* Les membres de la Corporation de développement communautaire de Roussillon et des différentes concertations auxquelles nous participons;
* Les organismes publics et leurs employés qui travaillent à l’amélioration des conditions de vie des locataires, notamment les organisateurs et organisatrices communautaires des CSSS.

Aux élus municipaux, provinciaux et fédéraux qui comprennent qu’une partie de leur fonction consiste à mettre en place des moyens pour assurer le droit à un logement de qualité à toutes les personnes qui occupent le territoire. Des remerciements pour ceux et celles qui nous ont rencontré au cours de l’année pour travailler à cet objectif. Nous exprimons une appréciation particulière envers madame Nathalie Simon, mairesse de Châteauguay, pour ses efforts soutenus.

À tous les membres du Comité logement Rive-Sud, aux membres du Conseil d’administration et au personnel, ainsi qu’à toutes les personnes qui nous soutiennent.

# Table des matières

[Remerciements 3](#_Toc421189570)

[Table des matières 5](#_Toc421189571)

[Mot de la présidente 7](#_Toc421189572)

[Mot du directeur général 8](#_Toc421189573)

[Rappel de la mission du Comité logement 10](#_Toc421189574)

[1. Vie associative et implication bénévole 11](#_Toc421189575)

[2. Défense des droits des locataires 16](#_Toc421189576)

[3. Revendications locales 26](#_Toc421189577)

[4. Développement de logements sociaux 29](#_Toc421189578)

[5. Représentations et implications dans la communauté 35](#_Toc421189579)

[6. Mobilisation 40](#_Toc421189580)

[7. Formation 45](#_Toc421189581)

[8. Situation financière et ressources humaines 47](#_Toc421189582)

[9. Conclusion 50](#_Toc421189583)

[Annexes 51](#_Toc421189584)

# Mot de la présidente

L’année 2014-2015 en a été une marquée par l’austérité. Ce mot, maintes fois utilisé, désigne non seulement la diminution des services publics mais aussi la privatisation de l’aide aux moins nantiEs. Les mesures d’austérité représentent une grande brèche à notre projet de bâtir une société plus juste et équitable.

Heureusement, le Comité logement Rive-Sud ne s’est pas laissé abattre par ces annonces inquiétantes et a relevé ses manches pour se mobiliser encore plus et faire entendre sa voix. Malgré le froid du mois de février, nous étions fidèles au poste pour que notre message soit entendu : le logement social est la meilleure méthode de distribution de la richesse. Non seulement nous nous battions pour davantage de logements sociaux mais, particulièrement cette année, notre combat aura porté sur la survie du programme AccèsLogis, le seul permettant de construire des nouveaux logements sociaux.

Les mois à venir seront déterminants pour nos luttes et nous devrons redoubler d’effort et d’ardeur pour que notre message se rende aux oreilles des gouvernements.

En terminant, je peux vous dire que, depuis 10 ans, je suis présidente du Comité logement Rive-Sud et je suis fière d’avoir passé toutes ces années avec les membres qui sont venu nous donner leur appui.

Merci pour toutes ces belles années!



Fleurette Cardinal

# Mot du directeur général

L’année 2014-2015 est derrière nous. Et c’est très bien ainsi. Le Comité logement Rive-Sud, ses membres, son Conseil d’administration et ses employés viennent de traverser une période bien éprouvante.

Pourquoi? Parce que les attaques contre les droits de la population en général et des personnes à faible revenu en particulier ont été véhémentes et sans relâche; parce que l’insécurité qui a plané au-dessus de la tête des organismes communautaires (particulièrement ceux qui œuvrent en défense collective de droits) a été plus aigüe que jamais révélant, comme si c’était nécessaire, leur précarité; parce que pour la première fois en près de 20 ans nous pouvions très sérieusement croire à la fin du seul programme de développement de logements sociaux, un danger comparable au retrait du gouvernement fédéral en 1994; parce que jusqu’à la fin de l’année, nos projets ont été hautement à risque de ne pas voir le jour; parce que les besoins des locataires à faible revenu et les demandes d’aide augmentent alors que les ressources diminuent.

En bref, comme presque toute la population québécoise, nos membres et nos employés subissent les conséquences des politiques gouvernementales, celles que nous connaissons et qui ont des impacts catastrophiques sur la population et celles, plus subtiles comme la réduction de personnel pour faire fonctionner les services publics. Cette dernière a entre autres conséquence de paralyser les services et les programmes qui existent encore tels que le développement des logements sociaux promis dans le budget de l’an dernier. Et tout cela pour en arriver non pas à équilibrer le budget du gouvernement, mais plutôt à dégager des marges permettant de donner des baisses d’impôts à une faible minorité de la population.

Au cours de la dernière année, comme lors de plusieurs qui ont précédé, le Comité logement Rive-Sud a appuyé ses membres dans l’expression de leur juste colère face aux injustices. C’est principalement par la prise de parole dans nos instances et par la participation aux mobilisations populaires organisées pour dénoncer les mesures qui appauvrissent les locataires que nos membres s’expriment.

Heureusement, au travers de ce marasme nous pouvons aussi constater que nous avons des réussites, des réalisations qui nous indiquent que nous utilisons les bons moyens pour faire progresser les droits des locataires de la Rive-Sud. Ainsi, nous ne devons avoir aucun doute que c’est grâce à la mobilisation des membres de notre regroupement national, le FRAPRU, qu’il existe encore un programme de développement de logements sociaux. La contribution du Comité logement Rive-Sud, autant en ce qui concerne la mobilisation de nos membres que l’obtention de nombreux appuis du milieu municipal de la Rive-Sud a été, je crois, majeure sinon déterminante dans cette victoire.

Nous devons aussi nous réjouir des réussites quotidiennes qui sont les fruits du travail acharné des employés du Comité logement; ici une locataire qui ne perdra pas son logement, ailleurs un immeuble de logements sociaux en construction, un peu plus loin un groupe de locataires qui apprend à connaître ses droits et surtout comment les faire respecter. Quotidiennement, jour après jour, avec la régularité d’un métronome et avec toute la force dont ils sont capables, Alain, Stéphane, Marco, Carol-Ann et maintenant Marjolaine se dévouent corps et âme, se fendent le cœur, pour faire respecter le droit au logement des locataires de la Rive-Sud. Merci à eux et aux membres du Conseil d’administration pour avoir trimé fort cette année, année de tous les dangers.

****

François Giguère

# Rappel de la mission du Comité logement

Dans notre acte constitutif, notre mission est décrite de la façon suivante;

* Voir à l’implantation ou implanter des logements à prix modérés pour des personnes ou des familles défavorisées;
* Faire la promotion de ces logements auprès de la population visée;
* Apporter soutien et conseil aux locataires à faibles revenus et les accompagner auprès des instances appropriées;
* Imprimer et éditer différentes publications aux fins d’information et de promotion concernant les activités, les buts et les objectifs de l’organisme.

Évidemment, c’est un peu limité comme description. Il faut comprendre que nos actions sont motivées par notre désir de lutter contre la pauvreté; de nous assurer que tous et toutes ont accès à un logement décent; que les droits des locataires sont respectés; que le développement des communautés fasse une place importante aux personnes à faible et modeste revenus. Nous travaillons aussi à ce que les démarches visant l’atteinte de nos objectifs impliquent les locataires, que ce soit dans les démarches pour obtenir de meilleures protections des droits ou le développement de projets de logements sociaux. Voir à l’implantation ou implanter des logements à prix modérés pour des personnes ou des familles défavorisées;

1. Vie associative et
implication bénévole

Le Comité logement Rive-Sud est un organisme communautaire. La nature de notre organisation vise à impliquer les gens dans la recherche de solutions à des problèmes sociaux et dans leur application. Nous travaillons à informer les gens, à les former selon les principes et avec les moyens de l’éducation populaire autonome.

Ces éléments, et le fait que nous avons toujours eu une grande volonté d’avoir un organisme très démocratique et inclusif, font en sorte que nous travaillons assidument au maintien d’une riche vie associative et démocratique.

* 1. Objectifs
* Informer les membres sur les principaux dossiers en cours, les actions passées et celles à venir;
* Produire cinq éditions du « Bulletin du Coloc » et plus spécifiquement
	+ susciter la participation des membres du Comité logement Rive-Sud à la rédaction d’articles;
	+ produire au moins un numéro de 8 pages à l’occasion des moments forts de l’année comme le budget provincial;
	+ ajouter des interviews, témoignages, photos ou maquettes des projets en cours ou futurs, des articles sur les problématiques à long terme, des cartes et des calendriers aux bulletins du Coloc en coordonnant mieux le tout avec nos différentes plateformes de diffusion.
* Planifier, dès le début de l’année, nos actions récurrentes (…) et d’en faire un calendrier accessible publiquement;
* Tenir deux journées de réflexion au début de l’automne 2014 pour le Conseil d’administration et l’équipe de travail.
* Impliquer les locataires en général et nos membres en particulier dans la vie associative du Comité logement Rive-Sud;
* Assurer une vie démocratique dans laquelle les membres peuvent exprimer leurs points de vue sur leurs besoins, leurs droits et leurs demandes, mettre en valeur leur potentiel et leurs talents et aussi les mettre en action au service des locataires de la Rive-Sud;
* Produire et diffuser du matériel d’information qui aide les locataires et la communauté à saisir les enjeux particuliers au domaine du droit au logement.
	1. Les activités tenues incluant les Assemblées générales
* 88 membres s’impliquent dans différentes instances du Comité logement Rive-Sud et d’organismes développés par celui-ci (OBNL en développement, SOLIDES, comité de mobilisation). Leur implication totalise 5 415 heures;
* Un total de 259 de membres a participé aux 9 assemblées générales qui ont eu lieu au cours de l’année. C’est ainsi que ces personnes sont demeurées impliquées et informées de façon continue dans l’avancement de notre programme. Leur participation représente 656 heures;
* Afin de pouvoir réaliser notre mission, certaines tâches logistiques doivent être réalisées. Cette année, ce n’est pas moins de 52 présences individuelles qui sont répertoriées dans les tournées téléphoniques, la distribution de matériel d’information, la préparation de lunchs pour les membres et envois postaux. Cette implication représente 156 heures;
* La participation dans différentes assemblées d’information, mobilisations et activités sociales totalise pas moins de 5 415 heures;

|  |
| --- |
| **Total des présences et des heures d’implication des membres** |
|   | Présences | Heures |
| **Manifestations, Commission populaire et autres actions** | 428 | 1 516 |
| **Réunions :** |  |  |
|   | Assemblées générales du Comité logement | 259 | 915 |
|   | CA du Comité logement | 72 | 365 |
|   | Comité de mobilisation | 5 | 10 |
|   | CA SOLIDES et autres comités | 52 | 278 |
|   | CA des groupes en développement | 136 | 278 |
|   | Assemblée générale du FRAPRU | 16 | 176 |
| **Tâches diverses :** |  |  |
|  | Distribution de matériel d'information | 5 | 20 |
|  | Préparation de lunchs, tournées téléphoniques, envois postaux, etc. | 47 | 136 |
| **Assemblées d'information** | 752 | 1 504 |
| **Activités sociales** | 66 | 217 |
| **TOTAL** |  | **1 838** | **5 415** |

* Le Comité a organisé un party de Noël pour ses membres, 57 y ont participé. Cet événement annuel permet de tisser des liens solides et une solidarité se crée entre les membres de Longueuil et Châteauguay
	1. Le Conseil d’administration

Les neuf membres du Conseil d’administration du Comité logement se sont réunis neuf fois au cours de l’année ce qui représente une implication de 364 heures.

* 1. Le bulletin de liaison

Comme prévu lors de l’assemblée générale annuelle de juin 2014, le Bulletin du Coloc a été produit à 5 reprises au cours de l’année, dont une édition spéciale de 8 pages. De plus, il est disponible en version électronique pour les personnes qui en font la demande. Il est aussi accessible sur notre site internet.

* 1. Le nombre de membres

Le Comité logement Rive-Sud compte, en date du 30 mars 2015, pas moins de 88 membres en règle, soit une légère augmentation par rapport à la même date l’an dernier.

* 1. Les membres et leur perception de leur implication

En avril dernier un sondage a été réalisé auprès de 21 de nos membres avec comme objectif d’en apprendre un peu plus sur ceux-ci, leur implication au sein du Comité logement Rive-Sud ainsi que leurs motivations.

**« En plus de la hausse du nombre de militants et de militantes qui s’impliquent au Comité logement, je remarque une hausse dans la « qualité » de leur implication. Parce qu’ils maitrisent mieux les enjeux et sont conscients qu'ils peuvent contribuer au changement social, nos membres proposent des actions ou des orientations et participent à leur réalisation. » Marco Monzon, organisateur communautaire**

Ce sondage a permis de constater que la majorité des membres interrogés s’implique au Comité logement depuis 1 à 4 ans. Les raisons principales qui les ont menées à s’impliquer au Comité logement sont les problèmes de logement ainsi que le logement social. Toutefois, on note certains qui se sont impliqués principalement en raison du lien créé avec un des employés.

Lorsqu’on a demandé aux membres qu’est-ce qui faisait qu’ils restaient impliqués, ils ont eu de la difficulté à choisir seulement une ou deux raisons puisque c’est le tout qui les maintenait impliqué. La grande majorité s’est dite interpellée par la cause du logement social et du droit au logement, mais près de la moitié des personnes interrogées a aussi mentionné les manifestations, les assemblées générales et les relations développées avec les autres membres comme source de motivation à leur implication au Comité logement.

Dans le cadre de ce sondage il a aussi été demandé à ces membres à quel niveau se situaient leurs connaissances en matière de droit des locataires, de lutte à la pauvreté ainsi qu’à l’importance du logement social. Tous avaient noté une augmentation de leurs connaissances dans ces domaines et entre 57 % et 76 % avaient noté une très grande amélioration selon les sujets. 95 % des personnes interrogées se sentaient mieux outillées pour faire valoir leurs droits face à leur propriétaire ou pour aider une autre personne à faire valoir ses droits dans ce contexte.

Finalement, 19 personnes sur 21 considérèrent que le Comité logement Rive-Sud encourage la participation des membres aux discussions, débats et décisions prises par le Comité.

En conclusion à ce sondage, le membership du Comité logement est diversifié et continue à se renouveler. La question du droit des locataires et de l’importance du logement social suscite un intérêt marqué pour nos membres. C’est ce qui les attire vers le Comité logement. Cependant, les raisons qui font qu’ils restent sont plus complexes et variées, ce qui porte à croire que le Comité logement est un tout plus important que la somme individuelle de chacune de ses parties. Les membres acquièrent des connaissances qui leur sont utiles, mais sont aussi plus en mesure de partager dans leur réseau et se sentent impliqués au sein du processus décisionnel. Des entrevues individuelles ou un groupe de discussion pourraient être réalisés au cours de la prochaine année afin de creuser davantage les questions énumérées précédemment.

**« J’apprécie les présences assidues sur le terrain du Comité logement et je trouve ça important. Ça fait plus familier et ça donne l’occasion de présenter le Comité logement à d’autres personnes. » Pierre Cyr, militant**

|  |
| --- |
| **Lieux de rencontre pour mobiliser** |
| **8** | Présences au Repas du passant |
| **35** | Présences à la Rencontre Châteauguoise  |
| **1** | Rencontre du Comité Mob |
| **1** | Présence à la Fête de la famille de Sainte-Martine |
| **1** | Café rencontre avec nouveaux membres |

* 1. Perspectives

Pour les années à venir, le Comité souhaite continuer à impliquer les membres autant lors des activités qu’à l’intérieur des instances décisionnelles. Notre culture organisationnelle a un souci particulier et constant à l’effet de représenter des locataires de l’ensemble du territoire. Des assemblées générales sont régulièrement organisées pour ajuster le plan d’action en fonction de la conjoncture ainsi que de réitérer la volonté des membres à s’investir pour la défense du droit au logement.

Comme avenue d’amélioration, nous devrions développer de nouvelles avenues d’implications pour nos membres, entre autres dans le domaine de l’information aux locataires.

1. Défense des droits
des locataires
	1. Campagne d’information au sujet des droits des locataires

Parce que pour défendre ses droits, il faut d’abord les connaitre, le Comité logement Rive-Sud effectue chaque année une large campagne d’information particulièrement axée sur la hausse de loyer.

En effet, les locataires, en général, connaissent peu leurs droits concernant le refus ou la négociation d’une hausse de loyer, le droit du maintien dans les lieux, les réparations devant être faites par le propriétaire, etc. Certains propriétaires utilisent cette méconnaissance afin de flouer les locataires.

* + 1. Objectifs 2014-2015
* Maintenir à 25 000 l’objectif de diffusion du dépliant contre les hausses de loyer et poursuivre avec les scénarios de distribution qui font en sorte que tous les secteurs de la Rive-Sud sont couverts en rotation sur une période de 2 ans;

**« Quand j’ai reçu un avis audience à la régie du logement, j’étais paniquée. Stéphane Moreau a pris le temps de m’expliquer comment ça se passerait et comment me préparer. Grâce à sa patience et à son écoute, j’ai été plus en confiance et mieux équipée pour l’audition. Merci Stéphane! » Louise Gilbert, utilisatrice.**

* Débuter en décembre 2014 la distribution de ces dépliants;
* Amasser les commentaires et critiques des locataires qui font appel à nos services d’information pour documenter l’application du Code du logement par les différentes municipalités (Roussillon et Longueuil);
* Répondre aux appels téléphoniques et selon les besoins : rédaction de lettres, visites de logement et accompagnement pour les locataires en difficulté sur tout le territoire (Roussillon et agglomération de Longueuil).
	+ 1. Faits saillants
* Les augmentations de loyer sur la Rive-Sud de Montréal, comme partout au Québec, sont plus élevées que l’augmentation des revenus de la population en général et des personnes à faibles revenus en particulier;
* À Longueuil la hausse des loyers a été beaucoup plus importante que celle des revenus des locataires. Alors que le loyer médian a crû de 12 % entre 2006 et 2011, le revenu médian n’a progressé que de 5 %;
* Dans l’agglomération de Longueuil, 17 715 ménages versent maintenant plus de 30 % de leur revenu en loyer, ce qui représente une hausse de 10 % par rapport à 2006. Le nombre de locataires payant plus de la moitié de son revenu a pour sa part augmenté de 17,5 % pour atteindre 8480;
* Cette année, ce ne sont pas moins de 1 048 locataires qui ont contacté le Comité logement Rive-Sud afin d’obtenir des informations au sujet de leurs droits, une augmentation phénoménale de 53 % par rapport à l’an dernier;
* Les renseignements obtenus par les locataires auprès des municipalités sont quelquefois incomplets ou erronés.
	+ 1. Activités

**« Je pense que nous pouvons dire que l'équipe de défense des droits est plus efficace que jamais. Bien que notre équipe soit passée de 3 à 2 employés, il est impressionnant de constater que notre service a connu son année la plus achalandée avec une hausse de plus de 50 % dans le nombre d’actions entreprises pour aider les locataires. » Marco Monzon, organisateur communautaire**

Considérant les circonstances nommées plus haut, le Comité logement Rive-Sud offre une variété d’activités afin d’améliorer les connaissances des locataires au sujet de leurs droits. Il arrive aussi que le Comité logement doive intervenir, seul ou avec des partenaires, afin d’appuyer des locataires dans leurs démarches.

La demande pour le service d’information téléphonique est en constante croissance. Celle-ci est particulièrement remarquable dans l’agglomération de Longueuil.

La distribution du dépliant expliquant aux locataires quels sont leurs droits continue d’être un succès et les ajustements que nous avons apportés depuis deux ans y ont contribué.

|  |
| --- |
| **Répartition des demandes en défenses des droits par ville et moyens de communication** |
| **Municipalité** | **Appels** | **Courriels** | **Rencontres** | **Visites** | **Total** |
| **Beauharnois** | 2 | 1 |   |   | 3 |
| **Beloeil** | 3 |   |   |   | 3 |
| **Boucherville** | 13 | 6 | 1 |   | 20 |
| **Brossard** | 23 | 4 | 8 |   | 35 |
| **Candiac** | 26 |   | 1 |   | 27 |
| **Châteauguay** | 180 | 3 | 44 | 17 | 244 |
| **Delson** | 12 |   |   | 1 | 13 |
| **Greenfield Park** | 7 |   | 1 |   | 8 |
| **Hemmingford** | 2 |   |   |   | 2 |
| **Howick** | 1 |   |   |   | 1 |
| **La Prairie** | 45 | 3 | 2 | 4 | 54 |
| **LeMoyne** | 14 | 2 | 2 | 2 | 20 |
| **Léry** | 7 |   | 1 | 1 | 9 |
| **Longueuil** | 230 | 22 | 12 | 5 | 269 |
| **Mercier** | 17 | 1 | 7 | 1 | 26 |
| **Napierville** | 2 |   |   |   | 2 |
| **Saint-Bruno de Montarville** | 4 |   |   |   | 4 |
| **Saint-Constant** | 43 |   | 4 |   | 47 |
| **Sainte-Catherine** | 48 | 3 | 3 | 4 | 58 |
| **Saint-Édouard-de-Napierville**  | 1 |   |   |   | 1 |
| **Sainte-Martine** | 9 |   |   |   | 9 |
| **Saint-Hubert** | 37 | 4 | 5 | 1 | 47 |
| **Saint-Isidore** | 3 |   |   |   | 3 |
| **Saint-Jean-Sur-Richelieu** | 6 | 2 |   |   | 8 |
| **Saint-Michel** | 1 |   |   |   | 1 |
| **Saint-Lambert** | 18 | 5 | 2 | 1 | 26 |
| **Saint-Mathieu de La Prairie** | 1 |   |   |   | 1 |
| **Saint-Philippe** | 5 |   |   |   | 5 |
| **Saint-Rémi** | 32 | 1 | 2 | 1 | 36 |
| **Très-Saint-Sacrement** |   |   | 1 |   | 1 |
| **Hors territoire ou inconnu** | 55 | 10 | 0 | 0 | 65 |
| **Total** | **847** | **67** | **96** | **38** | **1 048** |

* + 1. Résultats
* Augmentation du nombre d’appels de demande d’information, particulièrement dans l’agglomération de Longueuil;
* La distribution des 25 000 dépliants sur les droits des locataires a permis de rejoindre depuis deux ans la vaste majorité de l’ensemble des locataires de notre territoire.
	+ 1. Constats

Cette campagne demeure essentielle et toujours d’actualité malgré la hausse des logements vacants et du relatif relâchement des pressions spéculatives;

Les villes de Delson, Sainte-Catherine, Saint-Constant et Longueuil refusent, systématiquement pour certaines, souvent pour d’autres, d’appliquer leur propre réglementation en refusant d’inspecter la qualité ou la salubrité d’un logement sauf si un recours est enregistré à la Régie du logement. Cette problématique est aussi vraie pour la municipalité de Saint-Philippe qui n’a pas utilisé son règlement municipal pour fermer une écurie qui servait de maison de chambres.

* + 1. Perspectives

Suite à ces constats, il semble que le travail sur l’adoption et/ou l’application d’un code du logement demeure d’actualité. Selon le contexte et les mécanismes existants (ou inexistants!) des différentes municipalités, le Comité devra continuer à promouvoir cette avenue comme un pilier pour faire respecter le droit au logement.

* 1. Ateliers et conférences
		1. Objectifs 2014-2015
* Augmenter les connaissances et les compétences de locataires en ce qui concerne leurs droits;
* Assurer des formations dans un contexte collectif;
* Favoriser l’échange d’expérience entre des personnes vivant des problématiques semblables.
	+ 1. Faits saillants

Comme nous le disions plus tôt, les locataires connaissent peu leurs droits. La plupart des personnes œuvrant dans les organismes communautaires ou le réseau public les connaissent aussi peu.

Puisque les questions des droits des locataires relèvent de lois, règlements et tribunaux, plusieurs estiment, souvent à raison, qu’il est préférable de nous appeler afin que nous dispensions des activités de formations collectives.

* + 1. Activités

|  |
| --- |
| **Activités de formation collective** |
| **Date** | **Événement /Lieu** | **Sujet** | **Nbr de participants** |
| **Avril** |   |   |   |
| 2014-04-02 | Mercredi communautaire à l’école Notre-Dame de l’Assomption | Kiosque d'information sur les droits des locataires | 25 |
| 2014-04-30 | Rencontre avec l’équipe de travail de Macadam Sud à Longueuil | Information sur nos pratiques de mobilisation | 30 |
| **Mai** |   |   |  |
| 2014-05-07 | Mercredi communautaire à l’école St-Willibrord | Kiosque d'information sur les droits des locataires | 35 |
| 2014-05-29 | Centre d'apprentissage du français langue seconde Camille-Laurin à Greenfield Parc | Atelier sur les droits des locataires | 15 |
| **Juin** |   |   |  |
| 2014-06-13 | Café rencontre avec locataires | Information sur la vie associative du Comité logement | 5 |
| 2014-06-16 | Conférence à l’université de Montréal. | Sur les droits des locataires et sur le mouvement pour le logement social. | 40 |
| 2014-06-27 | Fête de quartier St-Robert / parc Christ-Roi | Kiosque d'information sur les droits des locataires | 60 |
| **Septembre** |   |   |  |
| 2014-09-05 | Fête de quartier St-Robert/ TVQ Lemoyne | Kiosque d'information sur les droits des locataires | 15 |
| 2014-09-26 | Foire communautaire du NPD | Kiosque d’Information sur le Comité logement  | 50 |
| **Octobre** |   |   |  |
| 2014-10-01 | Mercredi communautaire à l’école St-Willibrord | Kiosque d'information sur les droits des locataires | 30 |
| 2014-10-07 | Rencontre avec les participants du CAPL | Information générale sur les enjeux liés au logement. | 6 |
| 2014-10-08 | Salon de bénévolat jeunesse | Kiosque d’Information sur le Comité logement | 50 |
| 2014-10-08 | CJE Châteauguay | Atelier «Le bail»  | 8 |
| 2014-10-08 | L’Élan des jeunes Châteauguay | Atelier «Le bail» | 6 |
| 2014-10-17 | Nuit des sans abris Châteauguay | Kiosque d'information sur les droits des locataires | 45 |
| **Novembre** |   |   |  |
| 2014-11-04 | Maison de la Paix | Atelier sur les droits des locataires | 15 |
| 2014-11-05 | Mercredi communautaire à Centennial Park school | Kiosque d'information sur les droits des locataires | 35 |
| 2014-11-12 | L’Élan des jeunes | Atelier «Mon premier appart» | 4 |
| 2014-11-13 | CJE Châteauguay | Atelier «Mon premier appart» | 9 |
| 2014-11-25 | CJE Saint-Rémi | Atelier «Mon premier appart» | 5 |
| 2014-11-26 | Rendez vous de la communauté Saint-Rémi à l’école Clotilde Raymond | Kiosque d'information sur les droits des locataires | 20 |
| 2014-11-26 | Le repas du passant | Table ronde sur les enjeux liés au logement | 8 |
| **Décembre** |   |   |  |
| 2014-12-03 | Mercredi communautaire à l’école Mary Gardner | Kiosque d'information sur les droits des locataires | 30 |
| 2014-12-04 | CJE Saint-Rémi | Atelier «Les hausses de loyer» | 5 |
| 2014-12-16 | CJE Saint-Rémi | Atelier « Citoyen Actif» mobilisation  | 5 |
| **Janvier** |   |   |  |
| 2015-01-12 | Centre communautaires des ainées et ainés de Longueuil | Atelier sur les droits des locataires | 25 |
| 2015-01-14 | Carrefour le Moutier à Longueuil | Atelier sur les droits des locataires | 10 |
| 2015-01-21 | Mercredi Au cœur de la communauté Katéri au centre communautaire de Saint-Mathieu | Atelier sur les hausses de loyer et Kiosque d'information sur les droits des locataires | 15 |
| 2015-01-28 | Maison Lecavalier à Longueuil | Information sur le logement social et le programme Allocation Logement | 25 |
| 2015-01-28 | L’envol à Longueuil | Atelier sur les droits des locataires | 10 |
| **Février**  |   |   |  |
| 2015-02-04 | Mercredi communautaire à l’école Guérin-Lajoie Châteauguay | Atelier sur les hausses de loyer et Kiosque d'information sur les droits des locataires | 20 |
| 2015-02-17 | Maison de la famille Lemoyne | Atelier sur les droits des locataires | 12 |
| 2015-02-18 | Alphabétisation Iota | Atelier sur les hausses des loyers | 6 |
| 2015-02-19 | Carrefour Mousseau | Atelier sur les hausses de loyer et Kiosque d'information sur les droits des locataires | 20 |
| 2015-02-25 | Saint-Rémi au cœur de la communauté | Atelier sur les hausses de loyer et Kiosque d'information sur les droits des locataires | 15 |
| **Mars** |   |   |  |
| 2015-03-04 | Centre d’action bénévole la Mosaïque | Atelier sur les droits des locataires | 18 |
| 2015-03-16 | Maison la Virevolte | Atelier sur le nouveau bail | 20 |
|  |  |  | **752** |

* + 1. Résultats

Nous remarquons cette année une augmentation du nombre de séances d’information et du nombre total de personnes rejointes.

Le contexte de formations collectives est propice aux échanges entre locataires. Ces échanges permettent aux personnes de constater qu’elles ne sont pas seules à rencontrer certains problèmes de logement. Les évaluations verbales faites pendant et après les activités de formation et d’échanges sont généralement positives. Elles font mention de la compétence de notre personnel, autant en ce qui concerne le contenu que la façon de le transmettre. Elles expriment aussi l’appréciation du mode de formation collective versus la discussion de cas individuels.

* + 1. Constats

La formule doit être conservée. Sa popularité autant dans les organismes qui font appel à nous qu’auprès des participants confirme son utilité.

Nos ressources limitées font toutefois en sorte que nous ne répondons pas à la demande.

Il demeure encore difficile de rejoindre des locataires qui ne sont pas impliqués ou réseautés. Les quelques fois où nous avons procédé à de la publicité pour annoncer des formations sur nos propres bases, sans passer par le réseau d’un organisme déjà implanté, très peu de personnes se sont présentées;

* + 1. Perspectives
* Poursuivre la participation aux mercredis communautaires et à la Rencontre Châteauguoise;
* Continuer à donner de formations collectives sur les droits des locataires;
* Faire la promotion de ces formations sur notre site internet.
	1. Intervention sur la salubrité des logements et protocole avec le CSSS Jardins-Roussillon

Dans les cas graves d’insalubrité des logements, le Comité logement Rive-Sud et le Centre de santé et services sociaux Jardins-Roussillon se sont dotés d’un protocole de travail pour agir en collaboration et en concertation. Cette méthode met en relation le Comité logement ainsi que les travailleurs du CSSS (organisateur communautaire, infirmière) pour réagir rapidement et trouver des solutions dans les situations les plus urgentes.

Les interventions sur la salubrité des logements et l’application du protocole de collaboration avec le CSSS Jardins-Roussillon n’ont pas fait l’objet de résolution dans notre plan d’action ni d’attention dans la planification de l’année 2014-2015. Pourtant, ces actions constituent un important volet de notre travail de promotion et protection des droits des locataires.

Ce sont des outils que nous avons gagnés de haute lutte, des outils qui nous permettent de venir en aide aux plus démunis et plus abusés des locataires dans la partie ouest de notre territoire. Les ressources et les moyens que nous avons grâce à cette collaboration sont enviés dans d’autres régions, notamment dans l’agglomération de Longueuil.

* + 1. Objectifs 2014-2015
* Recueillir, directement ou indirectement, les demandes d’aide provenant de locataires vivant des problématiques sévères de salubrité de leurs logements;
* Maintenir les processus d’interventions convenus dans le protocole;
* Intervenir de façon efficace de façon à assurer la salubrité et la sécurité des locataires soit par la remédiation des situations de façon volontaire par les propriétaires, soit par la contrainte réglementaire municipale, soit par la relocalisation des ménages;
* Étendre la collaboration à plus de municipalités en l’arrimant à l’adoption de codes du logement par celles-ci.
	+ 1. Faits saillants

Le Comité logement Rive-Sud a démontré avec une étude publiée en 2012 qu’il existe dans chacune des municipalités du Roussillon un stock de logements particulièrement insalubres. La proportion varie d’une municipalité à l’autre, souvent en lien avec le niveau de tolérance des municipalités par rapport à la négligence de certains propriétaires.

Suite à la publication de cette étude, un protocole d’entente a été convenu entre le Comité logement Rive-Sud et le CSSS Jardins-Roussillon afin de collaborer à l’identification des lieux problématiques et à des interventions déterminées et efficaces.

Malgré les chambardements, propres au réseau de la santé au Québec, particulièrement dans les domaines de la prévention, de la santé publique et de l’organisation communautaire, l’équipe d’intervention demeure intacte.

* + 1. Activités

Au cours de la quatrième année d’application du protocole de collaboration avec le CSSS Jardins-Roussillon, c’est plus de 9 ménages locataires du Roussillon auprès desquels ont œuvré les intervenants du CSSS et du Comité logement Rive-Sud.

|  |
| --- |
| **Protocole de collaboration avec le CSSS** |
| **Ville** | **Problématique** | **# de personnes** | **Visites /****Rencontres** | **Conclusions** |
| Châteauguay  | Insalubrité morbide / menacée d’expulsion. Signalement par propriétaire | 1 adulte | 4 | Conserve son logement + mis aux normes par proprio + aide pour ménage |
| Châteauguay  | Insalubrité morbide / menacée d’expulsion.Signalement par propriétaire | 1 adulte | 2 | Conserve son logement + aide du CLSC pour hygiène |
| Châteauguay  | Insalubrité morbide/ menacée d’expulsion.Signalement par propriétaire et services municipaux | 1 adulte | 5 | Conserve son logement + suivi CSSS  |
| Hemmingford | Insalubrité / impropre à l’habitation. Signalement par locataire et les services municipaux | 2 adultes 2 enfants | 2 | Mis aux normes par le proprio |
| Léry | Insalubrité / Négligence extrême de l’hygiène du logement.Signalement par professionnels de la santé | 2 adultes | 2 | Relocalisés |
| Sainte-Catherine  | Insalubrité / Humidité, moisissures. Signalement par professionnels de la santé | 2 adultes | 4 | Relocalisés |
| Sainte-Catherine  | Insalubrité / Humidité moisissures. Signalement par le locataire lui-même | 1 adulte | 2 | Refuse d’être relocalisé  |
| Saint-Michel | Insalubrité / Humidité moisissures Signalement par professionnels de la santé | 1 adulte 2 enfants | 2 | Relocalisés |
| Saint-Rémi | Insalubrité / Humidité moisissures. Signalement par locataire | 2 adultes | 2 | Relocalisés |
| Sherrington  | Insalubrité / Réparations majeures. Signalement par professionnels de la santé | 3 adultes2 enfants | 2 | Relocalisés |

* + 1. Résultats

L’application du protocole est un des résultats les plus tangibles de notre travail de défense des droits, mais aussi le moins visible publiquement;

En raison de mauvaises conditions d’habitation, 3 ménages locataires ont reçu de l’aide afin de quitter leur logement et d’être relocalisés. L’équipe d’intervention a également permis à 2 ménages menacés d’expulsion de conserver leur logement et de recevoir l’aide requise. Dans 4 cas, des mises aux normes ont été faites par les propriétaires. Et, dans tous les cas, un accompagnement dans leurs démarches a été effectué auprès des locataires par les membres de l’équipe. Cette année, ce sont 16 adultes et 6 enfants vivant dans des conditions d’insalubrité extrêmes qui ont été assistés et défendus afin d’améliorer leur sort.

* + 1. Mesures de suivis

Les locataires visés ne sont jamais laissés à eux-mêmes. Pendant l’intervention, ils sont appuyés par des intervenants psychosociaux du CSSS et par un organisateur communautaire du Comité logement Rive-Sud. Les personnes sont accompagnées dans leurs démarches jusqu’à la conclusion du dossier soit par réparation des lieux ou relocalisation.

* + 1. Constats

C’est une activité qui donne des résultats à tout coup. La voie de la collaboration avec les services sociaux et de santé est bénéfique pour tous. La formule que nous avons inventée mériterait à être déployée plus largement.

* + 1. Perspectives

L’application du protocole d’entente sur la salubrité des logements est un aspect bien intégré dans le travail quotidien du Comité logement. Quoiqu’en raison des bouleversements dans le réseau de la santé il demeure des questions sur son avenir, il y a aussi des perspectives de développement;

* Dans le contexte de « réorganisation » du réseau de la santé, nous ne savons pas si cette équipe de l’ancien CSSS sera maintenue;
* Il y aurait lieu de développer cette approche sur le territoire des anciens CSSS Champlain-Charles-Lemoyne et Pierre Boucher. Toutefois, dans le contexte actuel, il sera difficile de trouver des interlocuteurs disponibles et intéressés;
* L’application de ce protocole est souvent en lien avec l’adoption de codes du logement par des municipalités. Nous devrons poursuivre leur promotion et les liens entre les deux approches;
* Une meilleure promotion auprès du milieu communautaire et municipal devrait être faite.

1. Revendications
locales

Contrairement à la vaste majorité des organismes communautaires qui est très orientée vers l’Agence de la santé et des services sociaux, le Comité logement Rive-Sud a parmi ses premiers interlocuteurs le milieu municipal. La raison est simple et elle est en lien avec notre mission : les municipalités ont le pouvoir (malheureusement pas le devoir) de règlementer le domaine de l’habitation sur leur territoire. De leurs décisions découlent les conditions de vie, la protection de la sécurité et le respect des droits de dizaines de milliers de locataires de la Rive-Sud.

* 1. Objectifs 2014-2015
* Reprendre le travail sur la question des revendications de codes du logement. À cet effet, mettre en place des moyens d’expression pour les locataires en général et pour les locataires directement affectés. Utiliser aussi les médias et démontrer, preuve à l’appui, les problèmes vécus dans chacune de ces municipalités.
* Prioriser (sans s’y limiter), parmi les revendications locales;
	+ l’adoption d’un véritable règlement contre la conversion de logements en condominiums à Longueuil;
	+ la constitution d’une réserve foncière et l’adoption d’une politique d’inclusion à Châteauguay;
	+ l’adoption de codes du logement à Longueuil, Delson et Saint-Constant et;
	+ l’inclusion d’un projet de logements sociaux dans le Transit oriented development (TOD) de Candiac.
	1. Résultats

La question du code du logement n’a pu être au premier plan de nos interventions cette année pour plusieurs raisons. Même si ce dossier en est un d’importance, les nombreuses demandes, les actions de notre regroupement national, le manque de ressources en défense de droits et mobilisation (dont le poste de coordination est vacant) ont fait en sorte que nous n’avons pas pu faire avancer cette revendication dans la dernière année.

Notons toutefois que nous avons travaillé à l’insertion dans le plan de travail de la Coalition des organismes de l’agglomération de Longueuil pour le droit au logement (COALDL) d’un axe de travail majeur sur la politique d’habitation qui inclura la majorité des enjeux réglementaires que nous visons.

Des rencontres et des discussions avec des élus municipaux et des fonctionnaires sur les autres points (conversion en condo, réserve foncière, inclusion, etc.) ont été entamées. Nous espérons qu’elles donneront des résultats au cours de l’année prochaine et nous travaillerons dans ce sens l’année prochaine.

* 1. Actions
* Participation à plusieurs rencontres du comité de la politique d’habitation de la COALDL pour déterminer la stratégie;
* Contribution majeure à la rédaction du mémoire de la COALDL qui sera présenté aux élus de Longueuil pendant la période d’élaboration de la politique plutôt qu’en réaction pendant la période de consultation publique;
* Trois rencontres avec les maires de Saint-Constant, La Prairie et Saint-Bruno afin de réitérer l’importance de l’adoption d’un code du logement. Grande ouverture de la part de ceux-ci;
* Rencontre avec la Mairesse de Châteauguay afin de lui demander de faire un suivi sur son engagement électoral d’adopter une politique d’inclusion de logements sociaux dans les projets de développement de logements privés.
	1. Constats
* Nos demandes ont plus progressé cette année que par le passé;
* Certains nouveaux élus ont une compréhension plus large de leur rôle et constatent les bénéfices pour l’ensemble de la population d’avoir des politiques qui assurent des milieux de vie de meilleure qualité;
* La collaboration au sein d’une large coalition d’organismes, comme nous le faisons à Longueuil, a comme bénéfice de mettre en valeur les forces de chacun, certains pour leurs connaissances du domaine, d’autres pour leurs réseaux et leur implantation sur le territoire.
	1. Perspectives
* Présenter le mémoire de la COALDL aux élus de la Ville de Longueuil, faire un suivi et nous assurer que nos demandes seront intégrées dans la nouvelle politique d’habitation;
* Obtenir un comité de travail avec la Ville de Châteauguay pour la rédaction d’une politique d’inclusion de logements sociaux;
* Obtenir la création d’un comité de travail dans au moins deux municipalités parmi Saint-Constant, La Prairie, Saint-Bruno et Sainte-Martine afin de rédiger un code du logement;
* Aborder deux autres municipalités qui n’auraient pas encore été rencontrées pour présenter les besoins d’un code du logement.

1. Développement de
logements sociaux

Pourquoi y a-t-il autant de logements sociaux à Châteauguay et si peu dans l’est du Roussillon? Pourquoi y a-t-il si peu de logements sociaux pour les familles de Longueuil? Parce que depuis 35 ans notre locomotive tire à Châteauguay et moins de 10 ans ailleurs. Pour qu’émergent des projets de logements sociaux qui répondent aux besoins des locataires, nous devons prendre les choses en main.

Le Comité logement Rive-Sud a une approche qui s’inspire beaucoup de la prise en charge par les locataires de leurs projets de logements sociaux. Nous insistons sur la formation, l’implication, la mise en valeur du potentiel des locataires. Nous estimons que cette façon de faire est porteuse de transformations sociales. En cela, notre façon de faire du développement de logements sociaux est cohérente avec notre mission et le fait que nous soyons un organisme d’action communautaire autonome qui fait de l’éducation populaire.

* 1. Projets dans le Roussillon
		1. Objectifs 2014-2015
* Maintenir le travail sur les projets de logements sociaux déjà débutés;
* Poursuivre les démarches auprès de la municipalité de Sainte-Martine visant la réalisation d’un projet en construction neuve;
* Poursuivre le développement de logements sociaux à Sainte-Catherine en recontactant le C.A. des Habitations Rive Sainte-Catherine,
* Reprendre les représentations pour que le développement de logements sociaux se fasse à Candiac et La Prairie.
	+ 1. Résultats
* Après une autre année de dur labeur, nous avons obtenu l’accord définitif pour la construction du projet de 44 logements des Habitations Trilogis de la part de la Société d’habitation du Québec;
* Le projet de construction de La Re-Source à Châteauguay a reçu une réservation de 8 unités de logements;
* Le projet de rénovations de 24 logements de SOLIDES au 3, carré Richelieu à Châteauguay a reçu également une réservation d’unités;
* L’analyse, le montage financier, la constitution d’une liste de requérants et d’autres démarches ont fait en sorte que nous avons obtenu la collaboration de la municipalité de Sainte-Martine afin de présenter un projet de construction neuve de 21 logements pour familles et personnes seules;
* Nous n’avons toujours pas de signal clair du Conseil d’administration des Habitations Rive Sainte-Catherine concernant leur intérêt pour réaliser un projet sur leur terrain excédentaire;
* Nous n’avons pas, non plus, de signal de la part de la ville de Candiac concernant la possibilité d’intégrer un projet de logement social dans son programme de développement d’une zone TOD;
* Par contre, nous avons une très grande ouverture d’esprit et une volonté de collaboration de la part du maire de La Prairie de même que de la part de nombreux élus.
	+ 1. Activités
* Nous avons rencontré le service des travaux publics de la Ville de Saint-Constant afin de réaliser les travaux d’infrastructure reliés au projet en même temps que les travaux sur la rue afin de réduire les coûts;
* Nous avons collaboré étroitement avec la Ville Saint-Constant afin que le projet réponde au maximum de critères du Conseil consultatif d’urbanisme tout en restant à l’intérieur du budget permis par le programme AccèsLogis;
* Nous avons tenu plus de 6 rencontres du conseil d’administration dans le cadre du projet Trilogis;
* Nous avons produit le document de référence et de réflexion : Étude du milieu de Sainte-Martine pour aider l’organisme dans ses choix pour le projet;
* Nous avons accompagné l’OSBL Vallée des Tisserands dans leur réflexion sur ce que serait le projet de phase 3 au cours de 3 de leurs conseils d’administration;
* Nous avons rencontré les élus de Sainte-Martine à deux reprises pour présenter le projet de phase 3 des Habitations Vallée des Tisserands;
* Nous avons fait des recherches pour des terrains disponibles et eu des discussions avec des agents d’immeuble pour des terrains à Sainte-Martine;
* Nous avons rencontré le Conseil d’administration des Habitations Rive Sainte-Catherine à deux occasions pour leur présenter le projet;
* Les élus et la direction de la ville de La Prairie ont été approchés pour une phase 2 lors de l’inauguration des Habitations de la Petite Prairie;
* Des immeubles ont été envisagés et analysés;
* Le maire de La Prairie a été approché une seconde fois pour confirmer son intérêt à collaborer à un tel projet. Ce qu’il confirma;
* Le nouveau maire de Saint-Constant, satisfait de la réalisation prochaine des 44 logements des Habitations Trilogis, a été rencontré et il s’est dit ouvert à envisager de nouveaux projets avec notre équipe.
	+ 1. Constats

Les municipalités dans lesquelles nous avons déjà réalisé des projets sont plus ouvertes à poursuivre leur collaboration. Elles constatent la qualité de nos réalisations, la valeur qu’elles ajoutent aux milieux dans lesquels elles sont réalisées, l’intérêt de la prise en charge par les locataires et les milieux, la nécessité de loger correctement des ménages à faibles revenus;

Nous avons présentement quatre projets acceptés par la SHQ. Considérant la lenteur de traitement des dossiers à Québec, nous devrions déposer au moins deux nouveaux projets au cours de l’année;

* + 1. Perspectives

**« La livraison et l’inauguration du premier immeuble de logement social à La Prairie est un événement marquant pour moi. J’ai commencé le travail sur ce projet avec des citoyen, à mon arrivée au Comité logement, il y a 12 ans. » Alain Beaulieu, chargé de projets**

Nous devrons solidifier nos relations avec les OSBL d’habitation existants sur le territoire dans le but de proposer la réalisation de nouveaux projets d’habitation à partir de ces mêmes organismes ce qui permettrait de diversifier l’offre de typologie au sein d’un même OSBL;

Alors que le volet famille du projet que nous avons réalisé à Saint-Philippe ne répond pas à la demande et que le volet famille du projet de Trilogis est limité, nous devrons envisager le développement de projets qui répondent à cette population dans l’est du Roussillon;

La fermeture de la « maison de chambres » clandestine de Saint-Philippe posera rapidement l’enjeu de l’absence de ressources d’hébergement pour personnes à risque d’itinérance de la région de La Prairie.

* 1. Projets dans l’agglomération de Longueuil
		1. Objectifs 2014-2015
* Poursuivre les démarches en cours pour le développement de projets de logements sociaux partout sur la Rive-Sud et d’en initier de nouveaux.
	+ 1. Résultats

Le projet de sept unités de logements « Les chrysalides » de l’Envol à LeMoyne a obtenu la réservation d’unités au cours du printemps. Ce sera notre premier projet à Longueuil;

La *Commission du logement social* de l’agglomération de Longueuil a refusé le projet de conversion en OBNL d’habitation de 16 logements à Greenfield Park que nous lui avons soumis. Cet échec a toutefois été l’occasion pour nous de percevoir des limites dans l’acceptabilité des projets en achat-rénovation à la ville de Longueuil et d’obtenir l’appui unanime des organismes du milieu en soutien à cette formule.

* + 1. Activités
* Nous avons présenté un projet en achat-rénovation de 16 unités via AccèsLogis à la table de concertation de l’agglomération de Longueuil sur le logement social;
* Nous avons aussi présenté un projet de 7 unités destiné aux jeunes mères à cette même instance;
* Nous avons tenu deux rencontres afin de démarrer un projet pour personnes âgées à Boucherville;
* Nous avons réalisé une rencontre pour assurer le suivi d’un projet de logements sociaux à Saint-Hubert avec différents intervenants;
* Nous avons rencontré le groupe Com’femme à deux reprises afin de démarrer un projet de logements sociaux spécifiquement destiné aux femmes.
	+ 1. Constats

Alors que, comme nous le mentionnions lors de la sortie du Dossier noir, les besoins pour les familles et personnes seules sont immenses, la majorité des projets de logements sociaux qui sont acceptés à Longueuil sont destinés aux personnes âgées.

Également, alors que le taux de logements vacants est très élevé à Longueuil, un des plus hauts de la région métropolitaine de Montréal, le développement de logements sociaux se fait entièrement en construction neuve (à l’exception d’un projet);

La majorité des projets de logements sociaux sont réalisés sur le territoire de la Ville de Longueuil, laissant sans ressources les locataires de Brossard, Greenfield Park, Boucherville et Saint-Hubert, particulièrement les familles.

* + 1. Perspectives

Le Comité logement désire réaliser un projet de type volet I en achat rénovation dans l’agglomération de Longueuil. Pour ce faire, le comité doit sensibiliser l’agglomération ainsi que les acteurs du milieu aux avantages que représente cette formule.

Comme nous l’avons fait ailleurs, il est probable que la sensibilisation des élus aux besoins de la population sera une étape essentielle pour réaliser des projets qui correspondent aux besoins les plus pressants. En ce sens, nous devrons mettre à contribution nos membres et assurer une meilleure coordination entre l’équipe de développement et celle de défense de droits et mobilisation.

|  |
| --- |
| **Participation de bénévoles au développement** |
| **2014-01-03** | La Petite Prairie - Rencontre de coordination pour travaux |
| **2014-04-10** | La Petite Prairie - Conseil d'administration Petite Prairie |
| **2014-04-11** | L'envol - Conseil d'administration |
| **2014-04-17** | La Gaillarde - Rencontre de coordination de fin de chantier |
| **2014-04-30** | Vallée des Tisserands - Rencontre du Conseil d'administration pour phase 3 |
| **2014-05-07** | Trilogis - Conseil d'administration |
| **2014-05-13** | La Gaillarde - Rencontre de l'exécutif |
| **2014-05-15** | La Petite Prairie - Conseil d'administration |
| **2014-05-29** | La Petite Prairie - Conseil d'administration |
| **2014-06-04** | Trilogis - rencontre ingénieurs |
| **2014-06-10** | Trilogis - Rencontre avec l'architecte |
| **2014-06-10** | Trilogis - rencontre de coordination |
| **2014-06-16** | Trilogis - Conseil d'administration |
| **2014-06-19** | La Petite Prairie - Réunion de chantier |
| **2014-06-20** | La Petite Prairie - Entrevues de sélection |
| **2014-06-25** | Boucherville - Rencontre démarrage projet volet II |
| **2014-06-25** | La Petite Prairie - Entrevues de sélection |
| **2014-06-26** | La Petite Prairie - Réunion de chantier |
| **2014-06-26** | La Petite Prairie - Entrevues de sélection |
| **2014-07-02** | Trilogis - Conseil d'administration |
| **2014-07-02** | La Petite Prairie - Réunion de chantier |
| **2014-07-03** | La Petite Prairie - Entrevues de sélection |
| **2014-07-08** | La Petite Prairie - Entrevues de sélection |
| **2014-07-09** | La Petite Prairie - Entrevues de sélection |
| **2014-07-10** | La Petite Prairie - Réunion de chantier |
| **2014-07-15** | La Petite Prairie - Entrevue de sélection |
| **2014-07-15** | L'envol - Suivi |
| **2014-07-16** | La Petite Prairie - Entrevues de sélection |
| **2014-07-17** | La Petite Prairie - Réunion de chantier |
| **2014-07-17** | SOLIDES - Présentation à l'Hôtel de Ville de Longueuil |
| **2014-07-17** | L'Envol - Présentation à l'Hôtel de Ville de Longueuil |
| **2014-08-14** | La Petite Prairie - Réunion de chantier |
| **2014-08-21** | La Petite Prairie - Réunion de chantier |
| **2014-08-21** | La Petite Prairie - Conseil d'administration |
| **2014-08-28** | La Petite Prairie - Réunion de chantier |
| **2014-09-10** | La Petite Prairie - Réunion de chantier |
| **2014-09-11** | Trilogis - Rencontre avec les ingénieurs |
| **2014-09-25** | La Petite Prairie - Rencontre de chantier |
| **2014-10-02** | La Petite Prairie - Conseil d'administration |
| **2014-01-07** | La Re-Source - Rencontre de coordination |
| **2014-10-09** | Boucherville - Rencontre démarrage projet volet II |
| **2014-10-14** | Bienville - Suivi de mandats |
| **2014-10-16** | La Petite Prairie - Réunion de chantier |
| **2014-10-24** | Trilogis - Conseil d'administration |
| **2014-10-28** | La Petite Prairie - Inspection pour livraison |
| **2014-11-04** | La Petite Prairie - Assemblée de fondation |
| **2014-11-17** | La Petite Prairie - Inauguration |
| **2014-11-18** | L'envol - Suivi de mandats |
| **2015-01-19** | Trilogis - Conseil d'administration |
| **2015-01-20** | Vallée des Tisserands - Rencontre des élus de Sainte-Martine pour phase 3 |
| **2015-01-26** | La Re-Source - Conseil d'administration |
| **2015-01-26** | La Petite Prairie - Conseil d'administration |
| **2015-02-16** | Vallée des Tisserands - Rencontre du Conseil d'administration pour phase 3 |
| **2015-02-24** | La Petite Prairie - Inspection des fenêtres |
| **2015-03-03** | Trilogis - Inscription à la TPS et TVQ |
| **2015-03-13** | Trilogis - Visite des immeubles |
| **2015-03-17** | Trilogis - Réunion de démarrage du chantier |
| **2015-03-24** | Trilogis - Signatures chez le notaire |
| **2015-03-26** | La Petite Prairie - Inspection des déficiences |

1. Représentations et implications
dans la communauté
	1. Objectifs 2014-2015

Maintenir notre adhésion aux Corporations de développement communautaire de Roussillon et de Longueuil et à la Coalition des organismes de l’agglomération de Longueuil pour le droit au logement.

* 1. Résultats

 **« La rencontre de réflexion que nous avons eue avec les groupes membres de la CDC de Roussillon. Cette activité a permis de tisser des liens et les autres groupes ont vu la valeur de la mobilisation et de l’action militante. » Réal Brais, vice‑président.**

Le Comité logement demeure membre des Corporations de développement communautaire de Longueuil et de Roussillon. Dans le premier cas, notre adhésion implique peu d’actions, sinon de participer à l’AGA. Dans le second, le Comité logement Rive-Sud s’est investi, entre autres en occupant un poste au CA.

En un an à peine, la CDC Roussillon s’est posée comme porte-parole du milieu communautaire auprès des instances locales et régionales, des élus et des médias. Elle a réussi à mobiliser les organismes communautaires pour une action lors de la semaine d’actions organisée par la Coalition opposée à la privatisation et la tarification des services publics. Elle a, de plus, organisé une journée de réflexion sur la question de l’austérité. Plus de 70 personnes y ont participé. Cette journée fut suivie par une participation importante de plus de 15 organismes à la journée de grève sociale du 1er mai. La vaste majorité du mérite de ces réalisations appartient à la CDC, particulièrement à sa coordonnatrice. Mais nous pouvons être satisfaits de la contribution que nous y avons apportée.

Le Comité logement Rive-Sud est aussi membre de la Coalition des organismes de l’agglomération de Longueuil pour le droit au logement (COALDL) et siège au Comité de coordination. C’est par ce canal que nous réussissons à faire progresser nos demandes d’amélioration règlementaire auprès de la Ville de Longueuil.

Dans un autre domaine, notre travail au sein de la Table de vie de quartier (TVQ) LeMoyne nous a mené à participer à la concertation de ce quartier sur la question du logement et à déposer un projet auprès de la Fondation Béati.

|  |
| --- |
| **Lieux de réflexion, de réseautage et de représentation** |
| **Date** | Description |
| **2014-01-03** | Rencontre de coordination pour travaux La Petite Prairie |
| **2014-01-14** | Regroupement Anti Pauvreté COCO CAB Saint-Hubert |
| **2014-04-08** | Com'femme - présentation  |
| **2014-04-09** | Rencontre du Comité Local RUI |
| **2014-04-09** | Table de vie de quartier Saint-Robert |
| **2014-04-10** | CA des Habitations La Petite Prairie |
| **2014-04-15** | Regroupement Anti Pauvreté Regroupement Anti Pauvreté, CAB Saint-Hubert |
| **2014-04-16** | Journée réflexion femmes et logement  |
| **2014-04-17** | Rencontre de coordination de fin de chantier de La Gaillarde |
| **2014-04-22** | Rencontre avec l'association des locataires de Bienville. |
| **2014-04-22** | Rencontre avec la coordonnatrice de l'Association des locataires de Bienville |
| **2014-04-28** | Coalition des organismes de l'agglomération de Longueuil pour le droit au logement (COALDL) |
| **2014-04-29** | Rencontre du Comité d'analyse RUI |
| **2014-04-30** | Présentation du quartier Saint-Robert |
| **2014-04-30** | Rencontre du CA Vallée des Tisserands pour phase 3 |
| **2014-04-30** | Rencontre avec les employés de Macadam Sud pour parler de mobilisation. |
| **2014-05-01** | Assemblée générale de la Table Itinérance Rive Sud (TIRS) |
| **2014-05-05** | Maison de la paix et Réseau habitation chez soi pour action du 12 et 16 mai |
| **2014-05-08** | Regroupement Anti Pauvreté COCO CAB ST-Hubert |
| **2014-05-13** | Rencontre de l'exécutif de La Gaillarde |
| **2014-05-13** | Rencontre du Comité d'analyse de la RUI |
| **2014-05-16** | Rencontre du DG de La Prairie |
| **2014-05-16** | Table de vie de quartier ST-Robert 2760 ch de Chambly |
| **2014-05-21** | Rencontre du comité sur le logement social de la TIRS |
| **2014-05-23** | Signature du contrat et visite 320 C. Pelletier |
| **2014-05-26** | Rencontre du Comité d'analyse RUI |
| **2014-05-26** | Événement sur enjeux de la CDC à Macadam sud. |
| **2014-05-28** | Rencontre de la COALDL |
| **2014-05-28** | Rencontre avec la directrice de la Maisonnette Berthelet  |
| **2014-06-03** | TIRS Longueuil rencontre inter-action. |
| **2014-06-03** | Regroupement Anti Pauvreté Centre |
| **2014-06-05** | Table de vie de quartier Lemoyne |
| **2014-06-11** | Photo et entrevue avec la mairesse pour Hab. la Petite Prairie |
| **2014-06-12** | Assemblée Générale Annuelle et conférence de presse TIRS |
| **2014-06-17** | Assemblée générale annuelle de L'envol |
| **2014-07-17** | Comité sur le logement social |
| **2014-08-27** | Regroupement Anti Pauvreté COCO CAB St-Hubert |
| **2014-09-01** | Organisation de la Nuit des sans-abris dans la région Jardins-Roussillon  |
| **2014-09-03** | Préparation de la Journée d'élimination de la misère |
| **2014-09-05** | Fête de quartier de la Table de vie de quartier Lemoyne |
| **2014-09-09** | Rentrée CDC de Longueuil |
| **2014-09-10** | Regroupement Anti Pauvreté Cab ST-Hubert |
| **2014-09-16** | Organisation la Nuit des sans-abris dans la région Jardins-Roussillon  |
| **2014-09-17** | Rencontre du FRAPRU sur le plan de la CMM |
| **2014-09-17** | Rencontre du Comité action logement LeMoyne. |
| **2014-09-17** | Table de vie de quartier Saint-Robert |
| **2014-09-18** | Déjeuner causerie Courrier du sud |
| **2014-09-18** | Réunion avec la Ville Saint-Philippe sur salubrité |
| **2014-09-19** | Rencontre Abris Rive |
| **2014-09-19** | Rencontre TIRS |
| **2014-09-23** | Table de vie de quartier Lemoyne |
| **2014-09-25** | Visite mme Dumais. |
| **2014-09-26** | Présence à foire communautaire organisée par le NPD |
| **2014-10-03** | Rencontre de la COALDL |
| **2014-10-06** | conférence de presse TIRS. |
| **2014-10-07** | Organisation la Nuit des sans-abris dans la région Jardins-Roussillon  |
| **2014-10-08** | Salon Bénévolat Jeunesse |
| **2014-10-10** | Rencontre du comité fin des conventions de la COALDL |
| **2014-10-14** | Rencontre de réflexion du secteur Iberville avec la CDC de Longueuil |
| **2014-10-15** | COCO du Regroupement Anti Pauvreté CAB Saint-Hubert |
| **2014-10-15** | Préparation avec les organismes de la journée d'élimination de la misère |
| **2014-10-21** | Dévoilement de l’étude sur la pauvreté |
| **2014-11-03** | Rencontre de la COALDL |
| **2014-11-06** | Comité de rédaction du mémoire de la COALDL |
| **2014-11-06** | Présence aux célébrations du 25e de L'envol |
| **2014-11-07** | Conférence de presse : protocole de mesures d'urgences du Réseau d'habitation chez soi. |
| **2014-11-17** | Inauguration La Prairie |
| **2014-11-18** | Conférence téléphonique DSP environnement bâti |
| **2014-11-20** | Rencontre du Comité local RUI |
| **2014-11-25** | Table de vie de quartier Lemoyne |
| **2014-12-02** | Visite de l’OMH de Longueuil |
| **2014-12-16** | Table ronde logement ainé  |
| **2015-01-12** | Conférence téléphonique DSP environnement bâti |
| **2015-01-15** | Assemblée générale de la TIRS |
| **2015-01-20** | Rencontre des élus de Sainte-Martine pour projet Vallée des Tisserands |
| **2015-01-27** | Table de vie de quartier Lemoyne |
| **2015-02-05** | 5 à 7 de la CDC de Roussillon |
| **2015-02-06** | Rencontre sur mémoire la politique d'habitation |
| **2015-02-20** | DSP rencontre environnement bâti |
| **2015-03-09** | Préparation de la conférence de presse de la COALDL sur la politique d'habitation. |
| **2015-03-11** | CFP - Formation sur l'évaluation participative |
| **2015-03-27** | Coco Regroupement Anti Pauvreté Saint-Hubert |
| **2015-03-31** | Table de vie de quartier Lemoyne |

Nous avons aussi eu un rôle important au sein des Tables de vie de quartier lors des discussions sur leurs rapports avec la Ville de Longueuil dans le contexte des initiatives de Revitalisation urbaines intégrées (R.U.I.). Les élus municipaux ne voulaient plus considérer les TVQ comme instances représentant les communautés. Un de nos employés a d’ailleurs été choisi par les organismes du milieu pour être un des trois représentants des TVQ.

* 1. Actions
* Réalisation du plan d’action de la CDC de Roussillon (assemblées régulières des membres, accompagnement par Dynamo, démarches d’accréditation, financement par la Conférence régionale des élus, etc.);
* Adoption d’un plan d’action par la COALDL et d’une stratégie de son comité sur la politique d’habitation;
* Dix-sept représentations lors des rencontres de la Table de vie de quartier de LeMoyne et celle de Saint-Robert ainsi que de la Table contre la faim du quartier Laflèche à Saint-Hubert.
	1. Constats

Le long travail de reconstitution d’une concertation des organismes communautaires dans le Roussillon donne finalement des résultats. Après la lente décomposition de la Table des organismes communautaires, peu de groupes y croyaient encore. Le Comité logement Rive-Sud était de ceux-là. La mise en place de la CDC de Roussillon a heureusement confondu les sceptiques.

La table de vie de quartier de Saint-Robert n’a pas offert, contrairement à ce qu’on pouvait espérer, une opportunité d’intervenir auprès des nombreuses coopératives de ce quartier. Les activités qui y étaient organisées ne présentaient que peu d’intérêt pour un groupe intéressé par l’avancement des droits des locataires. C’est pourquoi au cours de l’année le Comité logemenr Rive-Sud s’en est retiré;

**« J’ai pu mettre a profit 6 ans d’expertise en matière d’insalubrité des logements en conseillant les chercheurs de la Direction de la santé environnementale de l’Institut national de santé publique du Québec dans le cadre du *Projet de développement d’un outil de diagnostique de l’environnement bâti*. » Stéphane Moreau, organisateur communautaire**

Les lieux de concertations de LeMoyne et Laflèche continuent d’être propices à notre présence. D’une part, les autres organismes qui y participent sont motivés par l’amélioration des conditions de vie des locataires de leurs quartiers. D’autre part, ces partenaires apprécient les contributions que le Comité logement Rive-Sud apporte.

La COALDL présente un intérêt puisqu’elle permet de concerter divers organismes qui interviennent auprès des locataires de Longueuil. Il faut toutefois constater que l’implication est très inégale et que ce n’est qu’une minorité d’organismes qui s’y investit avec détermination.

* 1. Perspectives

Nous devrions maintenir nos participations à chacune des concertations dont le Comité logement Rive-Sud est membre. En fait, nous devrions étudier la possibilité de joindre une table de vie de quartier supplémentaire en remplacement de celle de Saint-Robert. Loin d’être idéales, ces instances demeurent favorables au réseautage et nous permettent de déployer nos activités dans les différents quartiers où nous sommes présents.

Nous devrions aussi maintenir nos implications comme membres des Coco, comités exécutifs et autres postes, mais ne pas en ajouter au cours de l’année à venir.

En tant que nouveau membre de la Table itinérance Rive-Sud (TIRS), nous devrons apprendre à apprivoiser cette instance et à y être utiles.

Finalement, en ce qui concerne la COALDL, une fois terminé le cycle sur les représentations au sujet de la politique d’habitation, nous devrions assumer moins de responsabilités.

1. Mobilisation

La mobilisation est fondamentale pour une organisation qui travaille à faire reconnaitre le droit au logement et à obtenir des programmes qui permettront la réalisation de projets de logements sociaux. Sans les gains que nous obtenons grâce à la mobilisation de nos membres, le Comité logement Rive-Sud serait condamné à une action limitée.

La mobilisation permet aussi aux locataires de sortir de l’isolement, d’exprimer leur point de vue et de se donner une voix collective, d’avoir un rôle réel de changement de la société, chose qui n’est pas à la portée de tous et toutes.

* 1. Objectifs 2014-2015

 **« Quand Sherbrooke est venu nous appuyer à notre manif, je trouvais important qu’on leur rendent la pareil! Ça démontre notre solidarité et notre capacité à coopérer avec d’autres groupes qui ont les mêmes revendications. » Nancy Myles, militante.**

* Participer à la campagne du FRAPRU pour le droit au logement social qui se déroulera au cours de l’année;
* Participer à la campagne pré budgétaire du FRAPRU à partir de l’automne 2014 afin d’obtenir des engagements pour le logement social dans le budget 2015-2016;
* Participation aux actions de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics;
* Trouver des moyens et développer des pratiques afin que les membres des CA provisoires, permanents et les requérants de logements de nos différents projets de développement de logements sociaux s’impliquent dans les activités d’information et dans les actions collectives;
* Se joindre aux pressions sur les deux principaux partis d’opposition fédéraux afin d’obtenir des engagements clairs en faveur du logement social d’ici la fin de l’hiver 2015. Pour cela, il nous faut :

a) diffuser du matériel de sensibilisation et de mobilisation, s’adressant à un large public, sur les enjeux fédéraux du logement;

b) interpeler les députés fédéraux locaux en utilisant tous les moyens de pression nécessaires.

* 1. Résultats

La satisfaction des membres au sujet de leur implication dans leur organisation est un des résultats les moins tangibles ou mesurables, et pourtant un de ceux les plus porteurs pour l’avenir de notre organisation. Nous tentons néanmoins dans ce rapport d’activités d’en donner une mesure dans la rubrique vie associative.

Notre participation dans les deux campagnes du FRAPRU mentionnées plus haut a, encore une fois, été remarquable. Il est clair que les actions que nous avons menées, seuls ou avec des groupes partenaires, ne se seraient pas déroulées sur la Rive-Sud, sans le Comité logement Rive-Sud. La présence du bureau de comté du ministre des Affaires municipales et de l’Occupation du territoire sur la Rive-Sud fait en sorte que nous avons un rôle important à jouer dans ces campagnes.

**«Les moments forts de l’année ? Les manifestations! Toutes les manifestations sont importantes parce que si on ne se bat pas, le gouvernement ne donnera rien et continuera de couper.» Michel Hébert, militant**

Au cours d’une année, pendant laquelle la pérennité du programme AccèsLogis a été attaquée, plus que jamais, nous avons dû redoubler d’efforts. La conclusion, un programme réduit de moitié et le retour à un programme de supplément au loyer dans le marché privé, peut-être vus comme une défaite. Elle peut aussi être vue comme une demi-victoire dans le contexte actuel. Le maintien de l’existence d’un programme de développement de logements sociaux au Québec est plus favorable à un éventuel réinvestissement qu’un scénario ou le programme aurait été purement aboli.

Sur la scène fédérale, les efforts que nous avons faits avec les autres groupes membres du FRAPRU ont permis d’obtenir un engagement électoral clair de la part du Nouveau parti démocratique du Canada à l’effet de protéger le parc actuel de logements sociaux, de réinvestir dans le développement de nouveaux projets de logements sociaux et de développer une politique plus cohérente en lutte à l’itinérance. Du côté du Parti Libéral du Canada, on continu à se faire tirer l’oreille.

Du côté de la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics (Coalition main rouge), notre participation a contribué à relancer le mouvement de lutte contre les politiques d’austérité du gouvernement québécois. Non seulement les actions ont-elles permis de relancer l’opposition citoyenne à ce recadrage du rôle de l’état québécois, des groupes comme le nôtre ont fait en sorte que les critiques qui ont été entendues à ce sujet ont parlé de choses qui touchent concrètement les personnes à faibles revenus; de pauvreté; de faim; de droit au logement.

|  |
| --- |
| **Mobilisation** |
| **Date** | Actions |
| **2014-04-03** | Manifestation nationale contre les mesures d’austérité et pour un budget plus égalitaire (ASSÉ) |
| **2014-05-12** | Action devant les bureaux du ministre de la Santé et des Services sociaux (Gaétan Barrette) |
| **2014-05-16** | Manifestation du FRAPRU et du RSIQ à Québec pour le logement social et dans le cadre de la lutte à l'itinérance |
| **2014-10-17** | Marche du refus de la misère à St-Hubert, organiser par la table contre la pauvreté de Saint-Hubert |
| **2014-10-17** | Nuits des Sans-abris à La Prairie |
| **2014-10-17** | Nuits des Sans-abris à Longueuil |
| **2014-10-02** | Marche des mille parapluies de Centraide |
| **2014-10-20** | Manifestation nationale du FRAPRU dans le cadre de la campagne visant le gouvernement fédéral à Montréal devant les bureaux de Justin Trudeau |
| **2014-10-24** | Action «la petite séduction» de la Virevolte à Longueuil |
| **2014-10-31** | Manifestons «Non au massacre à la libérale» de la Coalition opposée à la privatisation et à la tarification des services publics |
| **2014-11-17** | Lancement du dossier noir du FRAPRU à Longueuil |
| **2014-11-21** | Manifestation du FRAPRU à Ottawa et déménagement symbolique devant les bureaux du premier ministre Stephen Harper |
| **2014-11-29** | Manifestation contre l'austérité à Montréal |
| **2015-01-22** | Tournée des ministres libéraux de la Rive-Sud dans le cadre de la campagne défendons nos logements sociaux du FRAPRU |
| **2015-02-18** | Action du RCLALQ devant les bureaux du ministre Moreau à Châteauguay pour dénoncer les longs délais à la régie du logement |
| **2015-02-23** | Action éclair devant les bureaux du député Merlini à La Prairie dans le cadre de la semaine d'action contre l'austérité |
| **2015-02-26** | Action dérangeante du FRAPRU à Montréal dans le cadre de la semaine d'action contre l'austérité |
| **2015-02-27** | Action de la TROC-M devant palais de justice Longueuil. Procès du gouvernement libéral |
| **2015-03-12** | Manifestation à Sherbrooke dans le cadre de la campagne pour sauver le programme AccèsLogis avec l'Association des locataires de Sherbrooke |
| **2015-03-21** | Manifestation nationale du FRAPRU dans le cadre de la campagne « Un appart, un droit!» à Québec |
| **2015-03-30** | Action à la Chambre de Commerce de Montéal lors du dévoilement du budget provincial |

* 1. Actions
* Conférence de presse avec le FRAPRU et la Maison la Virevolte pour annoncer la sortie du dossier noir sur le droit au logement;
* Communiqué de presse pour annoncer la sortie des dossiers noirs et exprimer la nécessité d’un plus grand investissement dans le développement de logements sociaux;
* Rencontre de la mairesse de Châteauguay au sujet de la pérennité du programme AccèsLogis;
* Envoi de lettres aux vingt-deux maires et mairesses de notre territoire afin de leur demander de nous rencontrer ou d’appuyer nos démarches pour assurer la pérennité du programme AccèsLogis et son augmentation;
* Rencontre de la mairesse de Mercier au sujet de la pérennité du programme AccèsLogis;
* Rencontre du maire de Saint-Constant au sujet de la pérennité du programme AccèsLogis;
* Rencontre du maire de La Prairie au sujet de la pérennité du programme AccèsLogis;
* Rencontre du maire de Saint-Bruno au sujet de la pérennité du programme AccèsLogis;
	1. Constats

Notre mobilisation a donné des fruits. Nous faisons partie d’un des rares mouvements qui a réussi à ralentir le train des compressions dans les programmes gouvernementaux québécois.

Notre travail local est aussi fructueux. Les convergences avec le milieu municipal ont été nombreuses et nos interventions ont été complémentaires.

**« Notre manif à Québec dans le cadre de la campagne ‘’Le logement, un droit‘’, a été un moment fort! C’est important si on veut être entendu par le gouvernement provincial.» Jean-Pierre Hurtubise, militant.**

Les membres du Comité logement Rive-Sud, en étant actifs dans la mobilisation, sont moins dans une position de victime des coupures, mais plutôt dans une positon d’agent de résistance à l’austérité. Ils sont actifs dans le débat de société, ils tentent d’influencer les décisions qui affectent des centaines de milliers de personnes.

Au cours de l’année, nous avons réussi à positionner les enjeux du développement de logements sociaux et de la protection du parc de logements sociaux existants sur l’échiquier politique. Deux des trois partis politiques fédéraux ont clairement annoncé leurs couleurs.

* 1. Perspectives

L’année qui s’en vient sera déterminante pour obtenir des engagements électoraux, et budgétaires, de la part du gouvernement canadien;

Nos mobilisations sont souvent en lien avec les plans d’actions d’organismes nationaux dont nous sommes membres. Nous y avons un rôle majeur. Cependant, nous avons peu de mobilisation locale. En partie parce que les élus locaux collaborent souvent bien avec nous. Nous devrons porter une attention à étendre la définition de ce que nous considérons être de la mobilisation et en avoir un volet local et régional;

Les membres prennent toujours plus de tâches de préparation de mobilisation. Cependant, le comité de mobilisation est peu impliqué. C’est un lieu d’implication à développer.

1. Formation
	1. Objectifs 2014-2015
* Organiser des activités de formation collective sur les droits des locataires offertes dans le plus grand nombre de lieux possibles, quel que soit le nombre de participants et qu’une attention soit portée pour rejoindre les jeunes locataires dans ces activités;
* Travailler sur des documents informatifs relatant la vie des locataires des projets d’achat-rénovation en vue de les utiliser comme source d’information pour nos futurs projets;
* À l’automne 2014, lorsque le FRAPRU publiera un dossier noir sur le logement et la pauvreté, organiser une activité dans deux villes de la Rive-Sud pour faire état des besoins et des revendications locales en matière de logement;
* Terminer la révision et la mise à jour du matériel de formation destiné aux projets de développement de logements sociaux.
	1. Résultats
* 752 locataires ont été rejoints dans des activités de formations;
* Des liens ont été développés avec plusieurs organismes communautaires de l’ensemble de la Rive-Sud;
* Les médias de la région de Longueuil ont rapporté les données contenues dans le dossier noir constitué par le FRAPRU et l’analyse que nous en faisons;
* Les 19 cahiers de formation à l’intention des bénévoles impliqués dans le développement de projets de logements sociaux ont été terminés et sont maintenant utilisés.
	1. Actions

Nous avons organisé avec le FRAPRU et la Maison de la famille La Virevolte une conférence de presse pour annoncer les résultats de l’analyse des données du dernier recensement des familles produit par Statistiques Canada. Au cours de cette conférence de presse, nous avons fait ressortir le faible taux de logements sociaux dans l’agglomération de Longueuil et le manque particulièrement criant de logements sociaux pour les familles et personnes seules de moins de 60 ans. Notre demande de développement de 2 000 logements sociaux à Longueuil a été répétée.

Les 19 cahiers de formations maintenant complétés, ils sont utilisés dans le cadre de divers projets de développement de logements sociaux menés par le Comité logement Rive-Sud. En 2014-2015, ce sont 2 groupes qui ont bénéficié de ces formations totalisant 12 bénévoles.

* 1. Constats

Nos demandes de formations ont augmenté cette année comme les précédentes. Seule ombre au tableau, les Carrefours jeunesse emploi qui utilisaient beaucoup ce service, ont été accaparés par les bouleversements vécus suite au changement de mission imposé par le gouvernement. Moins d’activités y ont donc été données.

Nous n’avons pas été en mesure de donner une conférence de presse dans le Roussillon dans le cadre de la tournée du FRAPRU puisque celui-ci n’a pas été capable de démontrer une détérioration des conditions de logements et de la situation financière des locataires du Roussillon. Les problèmes existent, mais, contrairement à ce qui est vu ailleurs, ils ne se sont pas aggravés depuis 5 ans. Devons-nous y voir le résultat de notre travail acharné depuis de nombreuses années ou simplement un hasard?

Les cahiers de formation sont extrêmement utiles et bien reçus par les personnes qui bénéficient des activités de formations dans le contexte du développement de projets de logements sociaux.

Nous souffrons du manque de personnel à longueur d’année, mais c’est particulièrement évident pendant la période de point alors que plusieurs organismes nous demandent de leur offrir des formations sur les droits des locataires.

* 1. Perspectives
* Une mise à jour de certains des premiers cahiers de formation doit être faite;
* La relation avec le CJE doit être maintenue ou remplacée, avec leur collaboration. C’est une des meilleures façons de rejoindre les jeunes locataires;
* Nous devrions faire la promotion auprès d’organismes communautaires au sujet de la possibilité de recevoir des présentations de la part du Comité logement sur les droits des locataires.
* Un programme de formation de quelques-uns de nos membres pour qu’ils soient capables de dispenser des formations ou de prendre en charge le service individuel doit être exploré.
1. Situation financière
et ressources humaines

Une organisation comme la nôtre réalise sa mission en immense partie grâce aux ressources qu’elle réussit à mettre en action. Les employés font partie de ces ressources. Une partie du travail du Conseil d’administration et du Directeur général est de s’assurer que le Comité dispose de toutes les ressources dont il a besoin et que celles-ci sont bien utilisées.

* 1. Objectifs 2014-2015
* Confirmer le financement acquis dans le passé et travailler à augmenter nos sources de revenus récurrents;
* Débloquer des projets de développement en attente à la Société d’habitation du Québec, attente qui nous cause, entre autres, un préjudice financier;
* À défaut de pouvoir embaucher une coordination à la défense des droits et mobilisation, embaucher une direction générale à temps complet;
* Contribuer à la campagne de levée de fonds de Centraide et donner une visibilité aux organismes soutenus en offrant à Centraide d’organiser une activité de collecte de fonds à une intersection passante de Châteauguay et à Longueuil;
	1. Résultats

Malgré les nombreuses incertitudes qui ont plané sur le renouvellement du financement du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), nous avons obtenu en fin d’année financière la nouvelle à l’effet que le programme était renouvelé… pour 18 mois;

Tous les projets que nous avons déposés auprès de la SHQ sont présentement à un état de développement qui garantit leur réalisation, incluant celui de Trilogis qui a constitué une immense source d’investissement de notre part et dont l’acceptation par la SHQ a été particulièrement lente et laborieuse;

En cours d’année, une stratégie a été convenue entre le directeur général et le Conseil d’administration afin de doter le Comité logement Rive-Sud d’une direction générale à temps complet. Le résultat a été l’embauche de la nouvelle Directrice générale, Marjolaine Tapin, qui assume progressivement ses fonctions;

Au sujet de l’activité de financement et de visibilité, nous n’avons pas approché Centraide. Cependant, la distribution de 4 000 tracts lors de la journée de grève sociale a été une façon de tester la logistique nécessaire pour une telle activité.

* 1. Activités
* Cette année, 12 personnes ont participé au lancement de la campagne de souscription de Centraide lors de la marche des 1000 parapluies et ont utilisé davantage le matériel de visibilité produit par Centraide;
* Pour obtenir un rehaussement du financement de base des organismes de défense collective des droits, provenant du Secrétariat à l’action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS) nous avons, un peu, participé à la campagne 2014-2015 « Les droits, ça se défend! », du Regroupement des organismes de défense collective des droits (RODCD) et nous nous sommes impliqués dans la mobilisation lors de la semaine d’actions régionales qui a eu lieu à la fin de cette campagne.
	1. Constats

L’arrivée d’une nouvelle direction générale, dont l’entièreté du temps sera dévolu au Comité logement Rive-Sud, signifie objectivement l’ajout de ressources humaines pour l’équivalent de 2 jours/semaine. De plus, la nouvelle direction générale ayant une bonne expérience en défense de droits et en mobilisation, son arrivée devrait augmenter, non seulement le temps qui y sera alloué, mais aussi la qualité de l’organisation de ces aspects de notre travail.

Une part importante du financement du Comité logement Rive-Sud dépend de décisions politiques alors que nous sommes présentement dans une période de restrictions budgétaires radicales. Dans ce contexte, le renouvellement du SACAIS n’est pas assuré. Parallèlement, notre plus important bailleur de fonds, Centraide, rencontre des difficultés à atteindre ses objectifs de levées de fonds annuelles depuis quelques années. De plus, la Contribution au secteur est régulièrement remise en question par des fonctionnaires et des élus qui n’en comprennent pas l’origine et la mission. Il appartient donc à notre regroupement de faire leur éducation et de tenter de sauver ce programme. De plus, puisque le nombre d’unités de logements engagés par la SHQ vient de diminuer, nous devons prévoir que pour cette année du moins, les montants de CAS seront moindres. Finalement, nous constatons que les revenus versés à titre d’honoraires liés au développement de logements sociaux sont aléatoires.

Tous ces facteurs sont inquiétants. Notre gestion doit donc être prudente pour nous prémunir contre les soubresauts.

* 1. Perspectives
* Dans l’immédiat, l’enjeu de l’année en cours sera la transmission de l’information entre l’ancienne direction générale et la nouvelle;
* Aucune amélioration de notre financement n’est envisageable à court terme. Le cas échéant, lorsque les projets de développement de logements sociaux actuellement acceptés par la SHQ produiront des revenus, le Comité logement Rive-Sud devra rétablir un fonds de roulement;
* L’ajout d’un poste supplémentaire en défense des droits et mobilisation à Longueuil continue d’être incontournable. L’obtention du financement d’un poste supplémentaire serait aussi l’occasion de combler le poste de coordination DDM.
1. Conclusion

Comme nous venons de la voir, le Comité logement Rive-Sud vient de terminer une année occupée, remplie de défis et de dangers. Des dangers pour notre organisation, mais aussi, surtout, pour le droit au logement.

Le bilan de l’année 2014-2015 nous permet de voir que nous avons su résister et que nous avons même réussis à marquer des points, à faire des progrès, dans ce contexte difficile. Nous pouvons facilement mentionner quelques éléments pour nous le rappeler; adhésion d’une large coalition d’organismes de Longueuil à nos demandes auprès de la Ville et préparation d’un mémoire qui sera présenté aux élus; engagements de quatre projets de logements sociaux dans la région; renforcement de certains lieux de concertation; maintien de l’existence du programme AccèsLogis (même s’il est réduit); mobilisation citoyenne sur l’enjeu des choix budgétaires et le plan d’austérité du gouvernement québécois; un service de défense des droits des locataires continuellement plus sollicité et plus efficace.

D’un point de vue organisationnel, nous terminons l’année avec une situation financière beaucoup plus saine que dans les années précédentes, une culture démocratique très vivante, une équipe de travail mobilisée et compétente, une direction générale renouvelée. Et, ce qui n’est pas négligeable, une plus grande reconnaissance de notre travail de la part d’organismes communautaires et publics. Une appréciation qui, souvent, précède des collaborations et des réalisations de projets.

Et tant mieux si nous sommes plus forts. Parce qu’au cours des prochains mois et prochaines années les attaques contre les groupes de défense de droits, contre le droit au logement, contre le logement social, contre les personnes à faible revenu, contre l’accessibilité aux services publics ne prendront pas de répit. Nos membres actuels et futurs devront continuer d’être au front, montrer leur détermination et leur force, afin de faire entendre leur voix et celles des 70 000 locataires de la Rive-Sud.

Annexes

**Les élus**

Soulignons la disponibilité et le dévouement de Fleurette Cardinal, Réal Brais, Nancy Mikula, François Dumont, Angèle Fortin, Michel Dumas, Violette Morin, Robert Christin et Diane Bonin qui ont siégé au Conseil d’administration toute l’année.

Les membres du Conseil d’administration ont superviser :

* La réalisation des mandats donnés par les membres lors de l’AGA 2014;
* Le bon fonctionnement du groupe en regard de la vie associative;
* La participation du Comité aux actions organisées par le FRAPRU et la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics;
* La planification et la gestion financière du Comité.

La contribution, la disponibilité et le dévouement de ces personnes méritent notre reconnaissance.

Fleurette Cardinal, Angèle Fortin et Réal Brais ont, en plus, siégé au Conseil d’administration de SOLIDES, un organisme à but non lucratif (OBNL) apparenté au Comité logement Rive-Sud.

Finalement, Réal Brais a représenté le Conseil d’administration lors de rencontres avec Centraide du Grand Montréal et dans la démarche de formation sur l’évaluation de nos activités avec le Centre de formation populaire (CFP).

Les membres du personnel (2014-2015)

Alain Beaulieu (chargé de projet)

* A travaillé aux projets suivants;
	+ Habitations la Petite Prairie;
	+ Habitations La Gaillarde;
	+ Habitations Trilogis;
	+ La Re-source
	+ SOLIDES (3, Carré Richelieu)
	+ Rive Sainte-Catherine
* A travaillé à;
	+ La rédaction des 3 derniers cahiers de formation;
	+ Mise en ligne et mises à jour du site web
* Nous a représenté auprès de;
	+ Municipalité de Sainte-Martine dans le contexte des suivis de sa politique familiale.

François Giguère (directeur général)

* A travaillé à;
	+ La gestion des ressources financières et humaines;
	+ Les relations avec les bailleurs de fonds;
	+ La préparation et l’animation des assemblées générales et des rencontres du Conseil d’administration;
	+ Le suivi du plan d’action et la rédaction du bilan d’activités.
* Nous a représenté auprès de;
	+ La Corporation de développement communautaire de Roussillon (trésorier)
	+ La Corporation de développement communautaire de Longueuil
	+ La Coalition des organismes de Longueuil pour le droit au logement
	+ Le Front d’action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)
	+ La Table itinérance Rive-Sud

Mathieu Lacombe (chargé de projet)

* A travaillé à;
	+ La préparation et la présentation d’un projet en achat –rénovation de 16 logements à Greenfield Park;
	+ La réalisation d’un projet d’achat rénovation de 16 logements à LaPrairie avec les Habitations La Petite Prairie.

Marco Monzon (organisateur communautaire)

* A travaillé;
	+ Au recrutement et à la mobilisation des membres de l’agglomération de Longueuil;
	+ À la défense des droits des locataires de Longueuil;
	+ À l’organisation et la livraison d’activités de formations collectives
	+ À la rédaction et la préparation du Bulletin du Coloc.
* Nous a représenté auprès de;
	+ La Coalition des organismes de l’agglomération de Longueuil pour le droit au logement (rédigé la section sur les droits);
	+ La table de vie de quartier de LeMoyne et sur le sous-comité logement de la table;
	+ Le comité local de revitalisation urbaine intégré de la TVQ LeMoyne;
	+ Comité de négociation des CLRUI issu des TVQ de Longueuil;
	+ La Table itinérance Rive-Sud.

Stéphane Moreau (organisateur communautaire)

* A travaillé;
	+ Au recrutement et à la mobilisation des membres du Roussillon;
	+ À la défense des droits des locataires du Roussillon;
	+ À l’organisation et la livraison d’activités de formations collectives;
	+ À la rédaction du Bulletin du Coloc.
	+ À assurer notre présence à La Rencontre Châteauguoise et aux Mercredis communautaires;
	+ À la réalisation du mandat de l’équipe d’intervention rapide dans les cas de logements insalubres.
* Nous a représenté auprès de;
	+ La table de vie de quartier de Saint-Robert;
	+ Le regroupement anti pauvreté de Saint-Hubert (RAPSH) (Saint-Hubert)
	+ Le comité organisateur de la Nuit des sans-abri

Carol-Ann Rivest (coordonnatrice au développement)

* A travaillé à;
	+ La réalisation d’un projet de 44 logements en construction neuve à Saint-Constant (Habitation Trilogis);
	+ L’avancement d’un projet pour les jeunes mères monoparentales à Longueuil
	+ L’encadrement de l’équipe de développement de logements sociaux.
* Nous a représenté à;
	+ La Coalition des organismes de l’agglomération de Longueuil pour le droit au logement (rédaction de la section sur le développement de logements sociaux).